

TERRORISME ET EXTREMISME VIOLENT : RAPPORT DE SECURITE HUMAINE SUR LE MALI ET LE BURKINA FASO– Avril 2023

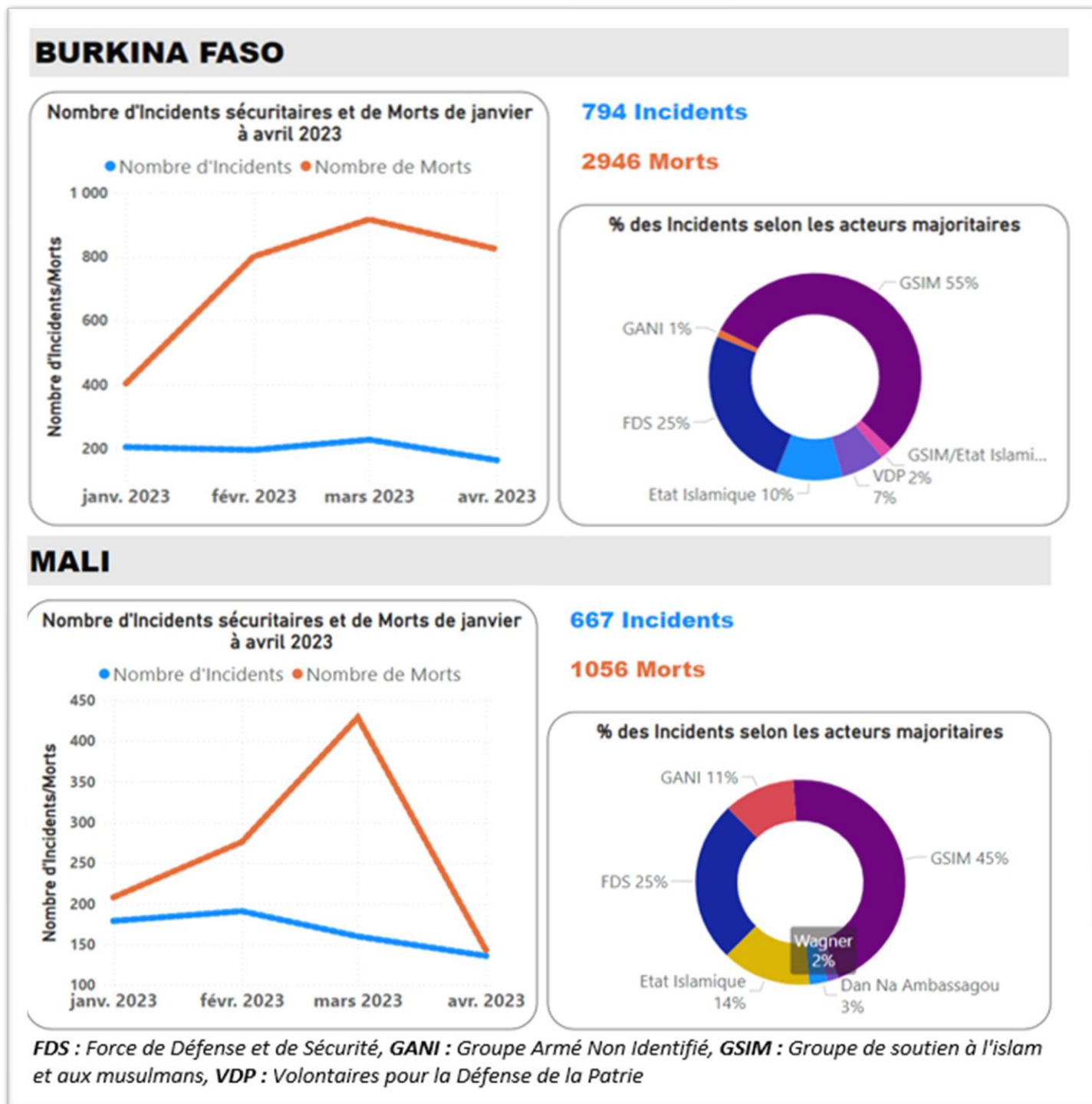


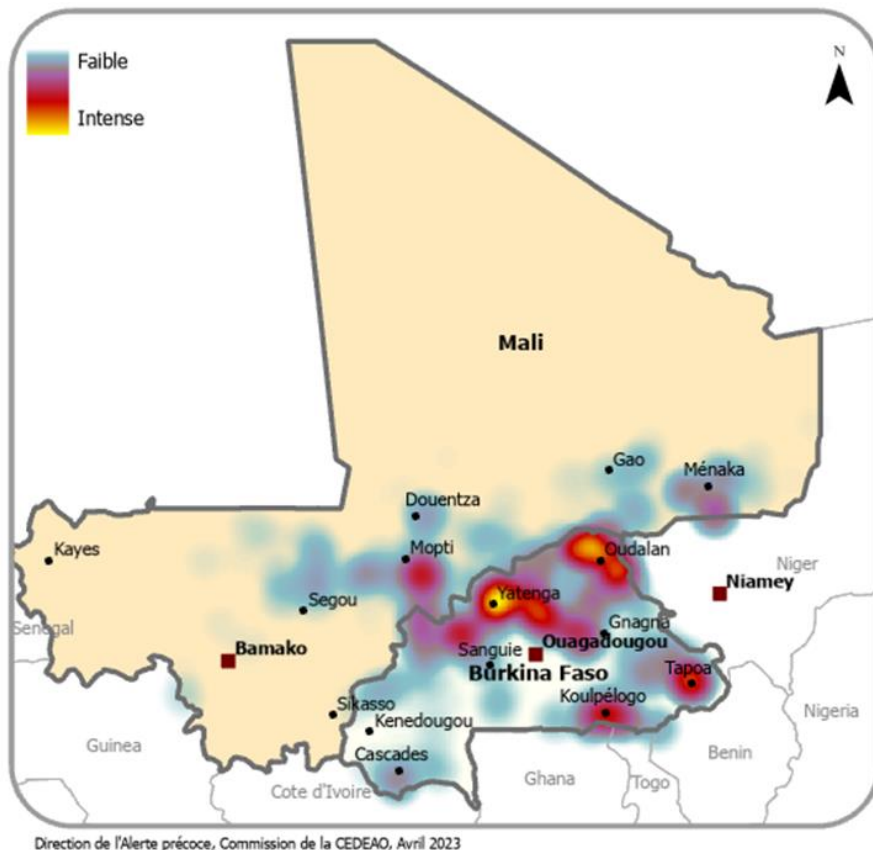
Figure 1 : Evolution du nombre d'incidents sécuritaires et des victimes au Burkina Faso et au Mali

APERÇU DE LA SITUATION :

La spirale de violence se poursuit au Burkina Faso et au Mali avec environ **301 incidents** répertoriés ce mois qui ont fait **967 morts**. Plus d'une centaine de civils ont été tués par des individus en tenue de l'armée, dans le village de Karma, situé dans la province du Yatenga dans la région du Nord au Burkina Faso.

Au moins une cinquantaine de civils ont été aussi tués lors d'une attaque des villages de Kourakou et Tondobi situés au nord-est du Burkina Faso dans la région du Sahel, près de la frontière nigérienne.

D'autres types d'attaques, qualifiées de **complexes**, ont été menées par les terroristes.



Direction de l'Alerte précoce, Commission de la CEDEAO, Avril 2023

Carte 1 : Points chauds des incidents sécuritaires au Burkina Faso et au Mali

C'est le cas de l'attaque de la zone de l'aéroport de Sévaré, dans la région centrale de Mopti qui a visé le camp des forces armées maliennes qui s'y trouve, exécutée avec des véhicules kamikazes. Elle a coûté la vie à 10 civils et a fait 61 blessés. Une autre attaque, attribuée à des djihadistes, a tué trente-trois soldats dans la commune rurale d'Ongarou, située dans le département de Matiacoali, dans la région de l'Est au Burkina Faso.

Le chef de cabinet du président de la transition du Mali, a été tué avec trois autres personnes tuées dans une autre attaque près de la frontière avec la Mauritanie.

Dans les régions du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun, du Nord, du Centre-Est et de l'Est et des Hauts-Bassins au Burkina Faso de Mopti, de Ségou, du Tombouctou, de Ménaka et du Gao au Mali, les populations continuent de quitter leurs villages à cause de la détérioration des conditions sécuritaires.

Ménaka, dans le nord-est du Mali, épicerie des affrontements que se livrent l'État islamique du Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), est toujours sous la domination totale de la branche sahéenne du groupe État islamique.

Au Burkina, la **mobilisation générale** a été annoncée. Les jeunes à partir de 18 ans, physiquement aptes, peuvent être ainsi appelés à s'enrôler. Aussi, les populations civiles



peuvent également s'organiser, sous l'encadrement des forces de défense et de sécurité, pour défendre leur localité contre toute forme de menace, notamment les groupes armés terroristes.

Les **hostilités** entre le gouvernement de transition et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), mouvement signataire de l'accord de paix de 2015, ont continué. Les rebelles ont répondu par des tirs de sommation après le survol de Kidal d'un avion de l'armée. Ils ont même accusé l'armée de provocation. L'armée a aussi mené près de Ménaka, une opération dans le secteur de Tin-Fadimata, avec arrestations et matériel saisi. La CMA, a indiqué que ce sont des combattants issus de ses rangs qui ont été arrêtés et non des terroristes. (Voir en annexe la liste des faits saillants du mois).

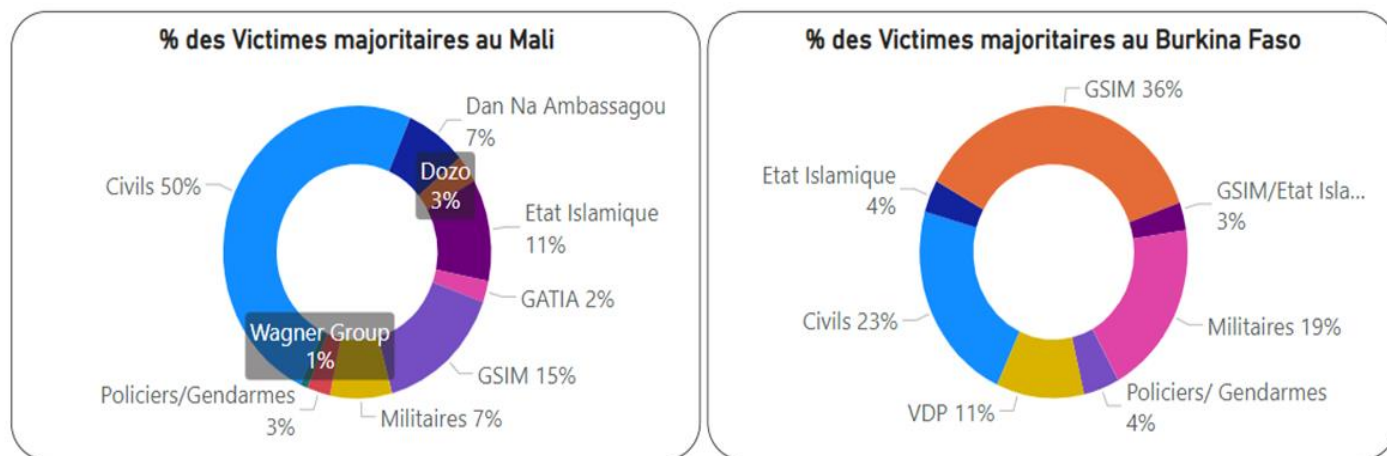


Figure 2 : Répartition des victimes des incidents sécuritaires par catégories

ANALYSES :

La dynamique sécuritaire au Mali se caractérise par **l'offensive de l'Etat Islamique au Sahel dans les régions de Ménaka et de Gao et l'intensification des opérations du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) au centre et au sud du pays**. La réduction de la capacité opérationnelle de la MINUSMA est une conséquence de la situation actuelle dans ces zones. L'attaque de l'aéroport de Sévaré, qui a visé un camp militaire, montre encore **la capacité de coordination et la puissance de feu des groupes terroristes**. L'option Wagner et le « tout militaire » n'ont pas encore donné les résultats escomptés.

Les opérations militaires sont souvent accompagnées d'accusations de **violations des droits humains et d'atrocités**. Cela démontrerait des limites de la stratégie de lutte antiterroriste des autorités de transition. D'ailleurs, les dernières attaques des jihadistes risquent de saper les efforts de lutte contre le terrorisme et de semer le doute au sein des populations. Les centaines de civils tués, les biens détruits ou pillés et les milliers de déplacés vont aggraver la situation humanitaire. Les nombreux villages qui ont été abandonnés vont offrir plus d'espaces pour les groupes radicaux. Ils s'affrontent entre eux pour la suprématie, le contrôle des voies d'approvisionnement, des richesses agricoles, minières et de **l'économie criminelle**.

La situation sécuritaire est rendue difficile par **le front socio-politique**. Les groupes armés du nord du Mali ont exprimé leur opposition par rapport au **projet de nouvelle constitution**, validé



par le chef de la transition, et mis en garde contre la fragilité de l'accord de paix signé en 2015. Ils ont affirmé ne pas s'y reconnaître, et ont déploré l'absence de dispositions permettant le respect des engagements qui avaient alors été pris par le pouvoir malien. Les chefs religieux ont dénoncé le régime de **laïcité** et ont demandé l'instauration d'une République islamique au Mali. Le ministère de l'Administration territoriale a accusé de **complot avec des puissances étrangères** un parti de l'opposition (le PSDA) contre l'État du Mali et a menacé de le dissoudre. Dans un prêche à l'occasion de la nuit du destin, qui marque les derniers jours de la fin du ramadan, le chef du Haut Conseil islamique du Mali a interpellé le président de la transition pour le mettre en garde et l'a invité à écouter ses conseils pour la bonne conduite du pays.

Il y a en effet une **absence de dialogue** dans les deux pays. Des **mesures d'interdiction ou de restriction des médias** ont été prises. Des organes de presse sont suspendus et des correspondants étrangers expulsés. Depuis septembre 2022, les activités de toutes les organisations de la société civile et des partis politiques ont été suspendues au Burkina Faso. Les autorités entendent en effet des médias qu'ils fassent de la communication pour soutenir l'effort de guerre. Le « Collectif des journalistes, activistes et leaders d'opinion », créé début avril, a diffusé un communiqué dans lequel il dénonce le **bâillonnement de la société civile**. La restriction des médias et de l'espace civique constitue une entrave à la liberté d'expression et le droit à l'information et peut cacher une incapacité à produire des résultats à la hauteur des attentes des peuples.

Ce climat socio-politique tendu coïncide avec **une mutation des mouvements djihadistes** et de **recomposition des forces** : une alliance se dessine entre les mouvements signataires et le GSIM contre l'EI et, un changement de stratégie des groupes terroristes avec les attaques dites complexes.

La situation dans ces deux pays demeure lourde de risques et d'incertitudes. L'issue des transitions est incertaine. L'avenir de l'application de l'Accord d'Alger est plus que jamais compromis. Il y a un risque d'un tournant majeur dans les régions du Nord du Mali. L'isolement des pays de leurs partenaires traditionnels n'a pas encore permis de venir à bout des jihadistes.

A la différence du Burkina Faso, le Mali a bénéficié d'un important renfort et de soutien logistique militaire qui a fait qu'il a été classé comme la quatrième puissance militaire de la zone CEDEAO. Cela lui a permis d'engranger quelques succès, notamment une **faible réduction** du nombre d'attaques terroristes.

La **menace d'expansion** est plus présente que jamais pour les pays voisins. Au Togo, par exemple, bien que le gouvernement ait pris plusieurs mesures pour renforcer la sécurité dans la région Nord, notamment en augmentant les effectifs des forces de sécurité et en intensifiant les patrouilles, les groupes terroristes continuent de mener leurs attaques dans la région des Savanes, à la frontière avec le Burkina Faso.

Pour les jours à venir, il faut s'attendre à **une légère augmentation du nombre moyen quotidien d'incidents sécuritaires** au Mali et au Burkina Faso, égal à environ **13,49**, contre une moyenne de **13,14** durant ces quatre derniers mois. Le nombre moyen quotidien de morts liées à ces incidents pourrait fortement augmenter et avoisiner **63,04**, contre **36,05** durant ces quatre derniers mois (voir les prévisions en annexe).



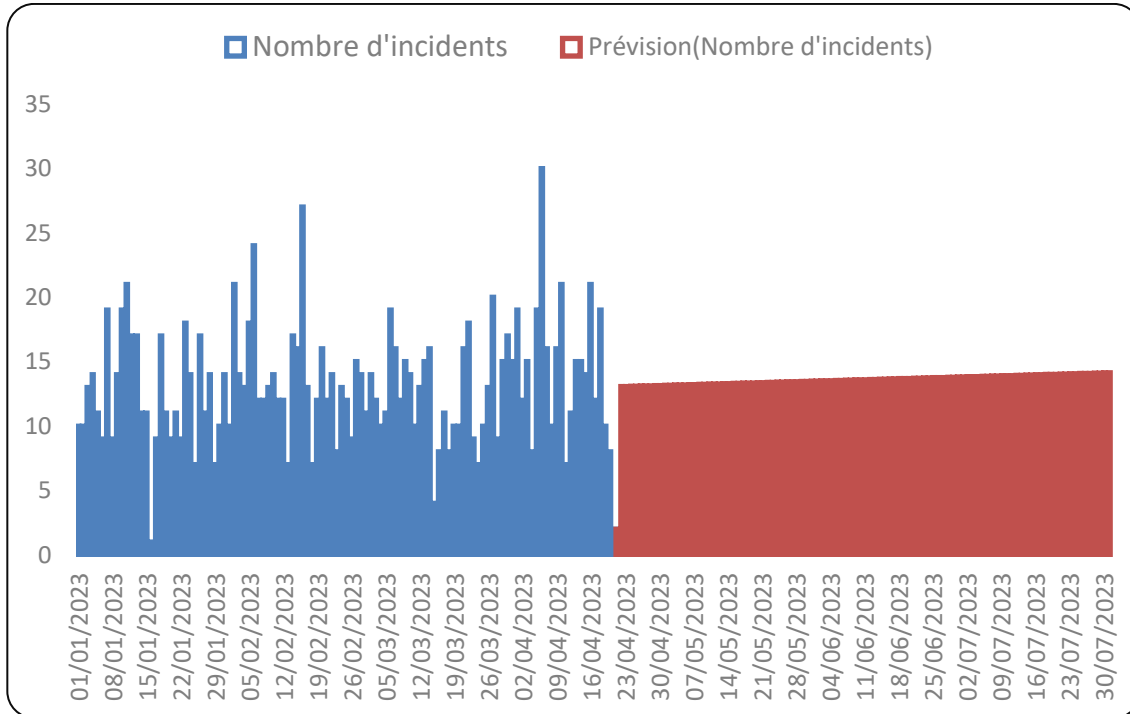
RECOMMANDATIONS :

A partir de la situation décrite ci-dessus et les analyses qui se sont ensuivies, nous formulons les recommandations suivantes :

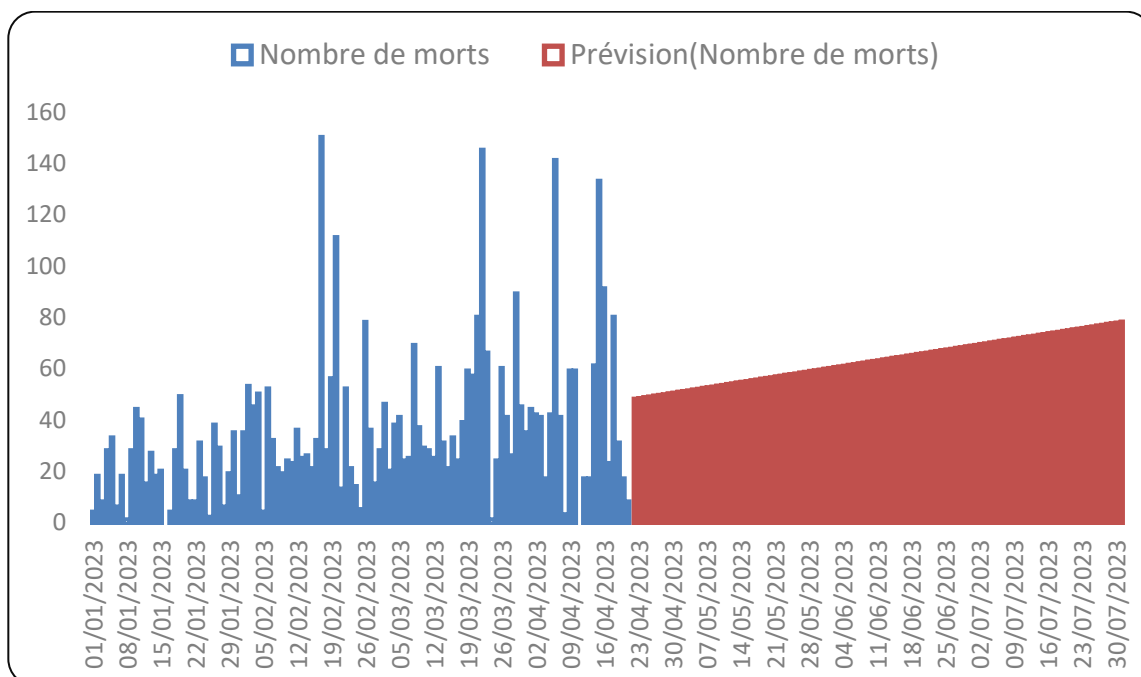
ENTITES	ACTIONS
UN, UA et la CEDEAO	<ul style="list-style-type: none">• Aider le Burkina à renforcer son arsenal de guerre• Ordonner une enquête sur les massacres de populations civiles au Burkina Faso et au Mali
Autorités burkinabées et maliennes	<ul style="list-style-type: none">• Renouer le dialogue avec les différents acteurs politiques et religieux pour apaiser le climat socio-politique• Respecter et faire respecter le droit à l'information et la liberté d'expression.
Les pays touchés par le terrorisme	<ul style="list-style-type: none">• Renforcer leur coopération militaire et adopter une approche commune de lutte contre les terroristes.



ANNEXE:



Prévion du Nombre moyen d'incidents sécuritaires quotidien au Mali et Burkina Faso pour les trois mois à venir.



Prévion du Nombre moyen de morts quotidien liées aux incidents sécuritaires au Mali et Burkina Faso pour les trois mois à venir.



FAITS SAILLANTS DU MOIS

- ✓ 1/4- Les groupes armés du nord du Mali ont exprimé leur opposition au projet de nouvelle Constitution de la junte et mis en garde contre la fragilité de l'accord de paix signé en 2015.
- ✓ 4-5/4- Plusieurs civils ont été tués et d'autres blessés par des militaires dans des heurts à Dori, dans le nord du Burkina Faso.
- ✓ 5/4- Les ex-rebelles de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) ont répondu par des tirs de sommation à Kidal après le survol de la ville d'un avion de l'armée.
- ✓ 6/4- Cinq personnes, deux gendarmes, un policier et deux civils, dont un chauffeur Sénégalais, ont été tués lors de l'attaque terroriste du poste de contrôle de Nossombougou, dans la Région de Koulikoro à 70 kilomètres de Bamako, dans le sud du Mali. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda au Sahel, a revendiqué l'attentat.
- ✓ 8-9/4- La médiation internationale, composée notamment de l'Algérie et des représentants des cinq pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU, a pris une initiative pour relancer le processus de paix.
- ✓ 8-9/4- Le président de la Transition au Burkina Faso a signé le décret portant le remplacement des conseils villageois mis en place depuis 200 par les «comités de veille et de développement» dans tous les villages. Ces nouveaux comités doivent promouvoir « l'action citoyenne » mais aussi servir de relais à la politique du gouvernement, y compris en matière de sécurité.
- ✓ 13/4- Au moins une cinquantaine de civils ont été tués lors de l'attaque des villages de Kourakou et Tondobi situés au nord-est du Burkina Faso dans la région du Sahel, près de la frontière nigérienne.
- ✓ 13/4- Le Burkina Faso a décrété « la mobilisation générale » pour faire face à la crise sécuritaire que traverse le pays.
- ✓ 13/4- Six soldats et 34 supplétifs civils de l'armée du Burkina Faso ont été tués, lors d'une attaque, près d'Aorema, à une quinzaine de kilomètres de Ouahigouya, chef-lieu de la région du Nord.
- ✓ 13/4- Dans un prêche à l'occasion de la nuit du destin, qui marque les derniers jours de la fin du ramadan, le chef du Haut Conseil islamique du Mali a interpellé le président de la transition pour le mettre en garde et l'a invité à écouter ses conseils pour la bonne conduite du pays.
- ✓ 18/4- Le chef de cabinet du président de la transition du Mali, a été tué avec trois autres personnes tuées dans une attaque près de la frontière mauritanienne.
- ✓ 18/4- L'organisation regroupant les principaux syndicats du Burkina Faso, l'Unité d'action syndicale (UAS), a appelé à « la libération de toutes les personnes interpellées et enrôlées de force » comme supplétifs de l'armée dans la lutte contre le jihadisme.
- 20/4- Plus d'une centaine de civils ont été massacrés par des individus en tenue de l'armée, dans le village de Karma, situé dans la province du Yatenga dans le Nord au Burkina Faso.
- ✓ 20/4- Une nouvelle attaque terroriste a eu lieu au Togo dans le village de Waldjoague dans la commune de Tône 4, localité située à une quarantaine de kilomètres de la ville de Dapaong



près de la région du Sahel au Burkina Faso où les groupes terroristes sont très actifs, faisant six morts.

- ✓ 22/4- Des djihadistes présumés ont attaqué la zone de l'aéroport de Sévaré, dans la région centrale de Mopti en faisant exploser des voitures piégées. 10 civils y ont perdu la vie et 61 autres ont été blessé. Le camp des forces armées maliennes qui s'y trouve a été aussi visé. Une vingtaine de maisons avaient été touchées.
- ✓ 22/4- Un journaliste d'une chaîne privée a été convoqué à la Sûreté de l'État à Ouagadougou au Burkina Faso pour s'expliquer sur le contenu d'une émission portant sur des sujets sécuritaires qu'il anime sur une chaîne privée.
- ✓ 27/4- Une nouvelle attaque attribuée à des djihadistes a tué trente-trois soldats dans la commune rurale d'Ongarou, située dans le département de Matiacoali, dans la région de l'Est au Burkina Faso.